

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

(C.C.A.P.)

Personne publique : CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE POITIERS  
Pour le Groupement Hospitalier de Territoire de la Vienne

2 rue de la Milétrie  
CS 90577

86021 POITIERS CEDEX

Cahier des Clauses Administratives Particulières numéro : n°25S007 du 11/04/2025

établi en application du Code de la Commande Publique (ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018)

---

Accord cadre multi-attributaire destiné à contractualiser des marchés subséquents de maîtrise d'œuvre pour concevoir et conduire la réalisation de travaux neufs.

---

La procédure de consultation utilisée est la suivante :  
Appel d'offres ouvert établi en application des articles L 2124-1, L 2124-2, R 2161-2 à R 2161-5 du code de la commande publique.

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

## SOMMAIRE

Article 1. - Objet et durée de l'accord cadre et des marchés subséquents .....	4
1.1. Objet .....	4
1.2. -Décomposition de l'accord-cadre .....	4
1.3. Forme et durée de l'accord-cadre .....	4
1.4. Forme et durée des marchés subséquents (achat hors bordereau) .....	5
1.5. Modalités d'attribution des marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre .....	7
1.6. Intervenants .....	8
1.7. Sous traitance (hors fourniture) .....	9
1.8. Cotraitance .....	12
1.9. Catégories d'ouvrages et nature des travaux .....	12
1.10. Marché négocié de prestation similaire .....	12
Article 2. Documents contractuels .....	12
Article 3. Délais d'exécution .....	13
3.1. Délais d'exécution .....	13
3.2. Marchés subséquents .....	13
3.3. Prolongation du délai d'exécution .....	14
Article 4. Conditions d'exécution .....	14
4.1. Accès – Consignes .....	14
4.2. Confidentialité .....	14
4.3. Personnel d'intervention du titulaire .....	14
4.4. Réparation des dégâts .....	14
4.5. Exigences transversales aux missions .....	14
Article 5. Exécution de la mission de la maîtrise d'œuvre .....	15
5.1 Exécution de la mission de maîtrise d'œuvre jusqu'à la passation des marchés de travaux .....	15
5.2 Exécution de la mission de maîtrise d'œuvre après la passation des marchés de travaux .....	16
Article 6. Opérations de vérifications – décisions après vérifications .....	17
Article 7. Garantie contractuelle .....	17
Article 8. Retenue de garantie .....	17
Article 9. Modalités de détermination des prix .....	18
9.1. Répartition des paiements .....	18
9.2. Contenu des prix .....	18
9.3. Prix de règlement .....	18
9.4. Application de la taxe à la valeur ajoutée .....	19
Article 10. Avance .....	19
Article 11. Remboursement de l'avance .....	19
Article 12. Acomptes et paiement partiels définitifs .....	19
12.1 Décomposition du forfait en partie d'éléments .....	20
12.2 Décompte final .....	21
12.3 Décompte général - État du solde .....	21
Article 13. Paiement – établissement de la facture .....	22
13.1. Mode de règlement .....	22
13.2. Présentation des demandes de paiement .....	22
13.3 Paiement des cotraitants .....	23
13.4 Paiement des sous-traitants .....	23
13.5 Intérêts moratoires .....	24
Article 14. Clauses techniques .....	24
Article 15. Dispositions applicables en cas de titulaire étranger .....	24
Article 16. Pénalité .....	24
16.1 Pénalités applicables au stade des marchés subséquents .....	24
Article 17. Informations techniques – Formations .....	27
Article 18. Dispositions diverses .....	27
18.1. Assurance .....	27

18.2. Notification électronique .....	29
18.3. Protection des données .....	29
Article 19. Règlement des litiges .....	30
19.1. <b>Règlement amiable</b> .....	30
19.2. <b>Règlement contentieux</b> .....	31
Article 20. Résiliation .....	31
20.1. <b>Résiliation de l'accord cadre</b> .....	31
20.2. <b>Résiliation des marchés subséquents</b> .....	32
20.3. <b>Résiliation du fait du maître de l'ouvrage</b> .....	32
20.4. <b>Résiliation du marché aux torts du maître d'œuvre ou cas particuliers</b> .....	32
20.5. <b>Recours en contestation de validité</b> .....	32
20.6. <b>Conséquence de la résiliation</b> .....	33
Article 21. Modification de l'accord-cadre clause de réexamen .....	33
Article 22. Obligations du titulaire .....	33
22.1. Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail .....	33
22.2. Modification des données administratives .....	34
22.3. Protection contre l'amiante .....	34
22.3 Clause de discrétion .....	35
Article 23. Dérogations aux documents généraux .....	35

## **PREAMBULE**

Dans le cadre des dispositions applicables aux groupements hospitaliers de territoire (GHT), une convention constitutive a été signée entre le CHU de Poitiers et le Groupe Hospitalier Nord Vienne (CH de Châtellerauld et CH de Loudun) et le Centre Hospitalier Henri Laborit à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2018.

En application de l'article L6132-3 du code de la santé publique), le CHU de Poitiers devient établissement support du GHT et est compétent pour contracter les marchés publics au nom et pour le compte des établissements membres du groupement.

La fusion absorption du Groupe Hospitalier Nord Vienne par le CHU de Poitiers est effective depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021

Le présent marché public est passé les membres suivants du GHT :

- Le CHU de Poitiers
- Le CH Henri Laborit de Poitiers

## **Article 1. - Objet et durée de l'accord cadre et des marchés subséquents**

### **1.1. Objet**

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations ci-dessous désignées :

**Accord cadre multi-attributaire destiné à contractualiser des marchés subséquents de maîtrise d'œuvre pour concevoir et conduire la réalisation de travaux neufs.**

**Lieux : Sites de Poitiers, Lusignan, Montmorillon, Châtellerauld, Loudun...**

La prestation de la présente consultation a pour objet la maîtrise d'œuvre des opérations de travaux neufs d'un montant inférieur au seuil de procédure formalisée (à noter qu'en 2025, ce seuil est de (221 000€ HT) sur les sites du GHT. Des travaux de réhabilitation ou de rénovation de locaux liés à l'opération principale pourront être prévus dans le périmètre d'un marché subséquent dans la mesure où le montant maximum indiqué ci avant est respecté.

Les dispositions techniques figurent au cahier de clauses techniques particulières relatif au présent accord-cadre.

### **1.2.-Décomposition de l'accord-cadre**

#### **1.2.1. Lots**

Les prestations objet de la consultation ne sont pas alloties.

### **1.3. Forme et durée de l'accord-cadre**

#### **1.3.1.Attribution, forme et engagement**

#### **Attribution**

L'accord-cadre sera multi-attributaire en application des articles R2162-1 et suivants du code de la commande publique. Sous réserve d'un nombre suffisant d'offres, 8 attributaires seront retenus à l'issue de l'accord-cadre. Ces attributaires seront remis en concurrence à chaque passation d'un marché subséquent.

## **Forme**

L'accord cadre sera exécuté par la conclusion de marchés subséquents.

## **Engagement**

L'accord-cadre est conclu avec engagement sur un montant maximum de **2 000 000€ HT** sur la durée totale.

### **1.3.2. Durée et reconduction**

L'accord-cadre est conclu pour une période contractuelle initiale d'un an à compter de sa date de notification.

**L'accord-cadre pourra être reconduit 3 fois par période de 12 mois.**

La décision de reconduire l'accord-cadre interviendra de manière tacite, sans que la personne publique n'ait à avertir le titulaire. La décision de ne pas reconduire l'accord-cadre interviendra par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard un mois avant la fin de la période en cours de l'accord-cadre. Selon les dispositions de l'article R2112-4 du code de la commande publique, le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction.

En cas de non reconduction de l'accord-cadre, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité pour la partie non exécutée.

La durée totale de l'accord-cadre ne pourra excéder une durée maximale de 4 ans à compter de sa date de notification.

## **1.4. Forme et durée des marchés subséquents (achat hors bordereau)**

### **1.4.1. Forme**

Les marchés qui seront conclus sur la base de l'accord-cadre seront dits « marchés subséquents ». Ils concerneront un achat ponctuel selon les stipulations y figurant.

Le terme « marché » mentionné dans le présent document s'entend des marchés subséquents qui feront suite au présent accord-cadre.

Les montants/quantités d'engagement minimum et/ou maximum pourront être précisés dans ces marchés.

Ils interviendront lors de la survenance des besoins.

### **1.4.2. Durée et reconduction**

La conclusion des marchés subséquents ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord cadre. Chaque marché subséquent indiquera la durée qui lui est propre.

### **1.4.3. Eléments de la mission**

Le présent accord cadre confie aux titulaires une mission de base de maîtrise d'œuvre telle que définie aux articles L2171-7 du CCP, D2171-4 à D2171-14 du CCP.

#### **1.4.3.1 Décomposition en phases – délais**

<b>Eléments de mission</b>	<b>Documents à remettre</b>	<b>Point de départ</b>	<b>Achèvement</b>
Esquisse (E.S.Q)	Esquisse	Date de notification du marché subséquent	Présentation de l'ESQ à la maîtrise d'ouvrage

Diagnostic des existants (DIAG) En cas de réhabilitation ou rénovation de locaux	Diagnostic	Date de notification de l'os validant la mission précédente	Présentation du Diagnostic à la maîtrise d'ouvrage
Avant Projet Sommaire (A.P.S) et Avant Projet Définitif (A.P.D) (selon la loi MOP)	Avant-projet	Date de notification de l'os validant la mission précédente	Présentation de l'Avant Projet à la maîtrise d'ouvrage
	Dossier d'autorisation de travaux ou dossier de permis de construire	Date de notification du programme définitif	Remise de l'AT, permis construire,...
PROJET (PRO)	Dossier projet	Date de la notification de validation de l'APD / os validant mission précédente	Présentation du projet à la maîtrise d'ouvrage
Assistance à la passation des Contrats de Travaux (A.C.T.)	Dossier Consultation Entreprises	Date de notification de la décision de validation du projet	Date de remise du D.C.E. complet et définitif à la maîtrise d'ouvrage
	Dossiers marchés de travaux	Délai de la procédure de mise en concurrence	Date de présentation du rapport d'analyse des offres à la maîtrise d'ouvrage
Direction de l'Exécution des Travaux (D.E.T.)	Visa acomptes mensuels de travaux	Transmission de l'élément	Transmission au Maître Ouvrage
	Visa décompte général des travaux		
	Analyse réclamation de l'entreprise		
VISA des études d'exécution réalisées par les entreprises	Visa des documents produits par les entreprises	Date de la remise des documents par entreprises	Date de la transmission des documents visés
Assistance aux Opérations de Réception (A.O.R.)	Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE)	Date de la notification des décisions de réception	Date de la remise des dossiers des ouvrages exécutés définitifs et complets
	PV des opérations de réception et de levée des réserves		

Les études de synthèse, la coordination SSI (pour le CHU de Poitiers et ses sites déportés) ainsi que l'OPC s'intègrent dans les éléments ci-dessus en cohérence avec les impératifs du calendrier général.

Par dérogation à l'article 27 du CCAG-MOE, le pouvoir adjudicateur peut résilier un marché subséquent à l'issue de chacune des phases, sans que le titulaire de l'accord cadre ne puisse prétendre à aucune indemnité.

### 1.5. Modalités d'attribution des marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre

La demande d'offre sera établie par voie dématérialisée via la plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

**Pendant la durée de validité de l'accord cadre, les marchés subséquents seront attribués après remise d'une offre. Chaque marché subséquent indiquera la durée qui lui est propre .**

Le titulaire du présent accord cadre s'engage à fournir une offre lors des consultations lancées par la personne publique en vue de la conclusion des marchés subséquents en répondant via la plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr> dans le délai indiqué dans la lettre de consultation du maître d'ouvrage (délai adapté au chantier).

#### 1.5.1. Sélection du titulaire d'un marché subséquent

Pendant la durée de validité de l'accord cadre, les marchés subséquents seront attribués après remise en concurrence des titulaires de l'accord cadre.

Cette remise en concurrence interviendra lors de la survenance du besoin.

Les critères d'appréciation des offres ainsi que leur coefficient de pondération pourront être les suivants : à défaut de critères spécifiques dans le descriptif du marché subséquent :

	Coefficient	Note
<b>1 - Valeur technique de l'offre</b>		
1a - Contenu et qualité des éléments de mission	<b>4</b>	0 à 5
1b - Répartition des études par élément de mission et par intervenant (dessinateur, technicien, ingénieur)	<b>3</b>	0 à 5
<b>2 - Engagement sur le planning</b>	<b>3</b>	0 à 5
<b>3 - Prix de la prestation</b>	<b>6</b>	0 à 5
<b>Notation totale</b>		<b>20+15+15+30=80</b>

**Pour les critères 1a, 1b, 2,** la notation s'effectuera avec l'échelle suivante :

- 0 : offre ne répondant pas au besoin
- 1 : mauvais
- 2 : passable
- 3 : moyen
- 4 : bon
- 5 : très bon

**Pour le critère 3,** la notation suivante sera mise en œuvre.

La note maximale sera attribuée à l'offre la mieux-disante.

Les autres notes seront attribuées par application de la formule de calcul suivante :

$$N = ( P / P^* ) \times 5$$

Dans laquelle :

- N : note attribuée
- P : prix le plus bas
- P\* : prix de l'offre à comparer au prix le plus bas.

**ATTENTION :** toute note égale à 0 obtenue au titre de l'un des critères et sous-critères de jugement susvisés (c'est-à-dire : 1a, 1b, 2) sera éliminatoire.

Les notes obtenues seront ramenées à 2 décimales.

Le CHU se réserve la possibilité d'intégrer dans les consultations relatives aux marchés subséquents des variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles non prévues dans l'accord-cadre.

#### 1.5.2. Attribution d'un marché subséquent

Une fois appliquées les formules de calcul, l'offre ayant obtenu le nombre de points le plus élevé sera retenue comme étant l'offre économiquement la plus avantageuse.

En cas d'égalité de note globale, le classement sera fonction de l'offre ayant obtenue le nombre de points le plus élevé sur le critère 1.

Dans le cas où l'ensemble des offres fournies par les titulaires ne peuvent être retenues en raison de leur montant ou du non-respect des modalités de la remise en concurrence, le marché subséquent fera l'objet d'une nouvelle remise en concurrence.

Le titulaire du présent accord cadre qui n'aura bénéficié d'aucun marché subséquent ne pourra élever aucune contestation ni réclamer aucune indemnité.

### **1.6. Intervenants**

#### 1-6-1- Assistance à la Conduite d'opération

Pour le CHU de Poitiers et ses sites déportés :

Direction des Constructions, du Patrimoine et de la Transition Ecologique dont la personne responsable sera désignée au sein de chaque marché subséquent

AGORA DIRECTION – 2 rue de la Milétrie – CS 90577 – 86021 POITIERS Cedex.

Pour ce qui concerne les marchés subséquents passé par le Centre Hospitalier Henri Laborit, la conduite d'opération est assurée par le CH Henri Laborit ou par toute personne expressément mandatée par cet établissement.

#### 1-6-2-Maîtrise d'ouvrage

- Pour le CHU de Poitiers :

MME COSTA Anne, Directrice Générale

AGORA DIRECTION – 2 rue de la Milétrie – CS 90577 – 86021 POITIERS CEDEX.

- Pour le CH Henri Laborit :

Direction des Achats, de la logistique et des Travaux – 370 avenue Jacques Cœur – CS 10587 – 86021 POITIERS CEDEX.

#### 1-6-3-Contrôle technique

En fonction de la nature des travaux concernés par chaque marché subséquent, le maître de l'ouvrage pourra être assisté d'un contrôleur technique dont les coordonnées seront communiquées au titulaire avant l'exécution des travaux.

#### 1-6-4Coordination Sécurité Protection de la santé

Une Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé est organisée, aux fins de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises et de prévoir, lorsqu'elles s'imposent l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

➤ Pour le CHU de Poitiers, la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs est réalisée en interne.

Pour le CHU de Poitiers et ses sites déportés :

Le prestataire devra mettre en œuvre l'ensemble des observations du CSPS.

M. Stéphane Roze, CSPS - Direction des Constructions et du Patrimoine



Mise en place d'un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).

La société titulaire devra tenir compte des règles d'Hygiène et Sécurité de l'établissement et appliquer les mesures de prévention en vigueur.

Avant son intervention sur site, la société titulaire devra rencontrer le Préventeur du CHU pour la rédaction du plan de prévention qui sera signé par les 2 parties.

Le Plan de prévention (P.P) définira les règles d'hygiène et de sécurité à respecter durant la réalisation de cette opération sera rédigé, par le préventeur de l'établissement : Mr ROZE Stéphane Téléphone 05 49 44 48 69 et adresse mail : [stephane.roze@chu-poitiers.fr](mailto:stephane.roze@chu-poitiers.fr)

Le maître d'œuvre doit tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations du C.S.P.S., que le maître de l'ouvrage lui aura notifié pour exécution afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études que de la réalisation de l'ouvrage. Il reprend ses études chaque fois que de besoin dans ce cadre, sans pouvoir prétendre à un supplément de prix de ce fait.

Le maître d'œuvre fait connaître au coordonnateur sécurité la suite donnée à ses avis et observations

#### 1-6-5- Coordination des systèmes de sécurité incendie

Pour le CHU de Poitiers et ses sites déportés :

Cette mission pourra être affectée à l'équipe de maîtrise d'œuvre titulaire du marché subséquent. Les préconisations du CSSi, dans le cadre de la restructuration ou de la construction du bâtiment, s'imposeront à l'ensemble des interlocuteurs

En tout état de cause, cette mission devra être exécutée en collaboration avec :

M. Sébastien SIROT - CSSi – Service Sécurité – Direction de site

2 rue de la Milétrie – CS 90577 – 86021 POITIERS Cedex

#### **1.7. Sous traitance (hors fourniture)**

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (Article 30 du CCAG-MOE).

Conformément à l'article 37 du décret n° 80-217 du 20 mars 1980, portant Code des devoirs professionnels des architectes, l'architecte ne peut ni prendre ni donner en sous-traitance la mission définie à l'alinéa 2 de l'article 3 de la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977.

Lorsque le titulaire, ou un membre du groupement titulaire le cas échéant, a l'intention de sous-traiter une partie de sa mission après attribution du marché, il doit au préalable obtenir du maître de l'ouvrage l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

L'acceptation et l'agrément des conditions de paiement sont obtenus conformément aux dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, et aux articles R2193-1 à R2193-9 du Code de la Commande Publique.



Les déclarations des sous-traitants devront parvenir à la maîtrise d'ouvrage **3 semaines minimum** avant l'intervention prévue, soit par RAR, soit par courrier électronique, au **gestionnaire du marché subséquent. Une entreprise sous-traitante qui n'aura pas été agréée à l'intervention ne pourra en aucun cas intervenir sur le chantier.** L'agrément se matérialise par la notification via la plateforme de dématérialisation « PLACE », de l'acte de sous-traitance.

Une entreprise sous-traitante qui n'aurait pas envoyé au CSPS, son plan particulier de sécurité et de protection de la santé, lorsque que celui-ci est exigé par la loi, conformément à l'article L. 4532-9 du code du Travail, ne pourra en aucun cas intervenir sur le chantier.

En cas de demande de pièces complémentaires au titulaire en vue de l'agrément d'un sous-traitant ces demandes seront faites par tout moyen permettant d'en constater la validité ; le délai de 21 jours pour

l'agrément d'un sous-traitant sera alors suspendu jusqu'à réception de l'ensemble des pièces demandées.

En cas d'absence de réception de ces pièces dans un délai de 10 jours (calendaires) suivant la demande, la demande d'agrément sera rejetée par courrier LRAR ou par voie dématérialisée.

**Le dossier de demande d'agrément d'un sous-traitant devra être impérativement composé de l'ensemble des pièces listées ci-dessous :**

- ☐ La **DC 4** complétée et signée faisant apparaître la mention relative à l'autoliquidation de la TVA ;
- ☐ La **description détaillée** des tâches confiées au sous-traitant ainsi que les **têtes de chapitre de la DPGF** auxquelles elles correspondent ;
- ☐ La DC 2 : y inscrire ou annexer notamment le **descriptif des moyens techniques, humains et financiers** de l'entreprise sous-traitante.
- ☐ **L'attestation de vigilance URSSAF aussi appelée « attestation de fourniture des déclarations sociales et paiement des cotisations et contributions sociales ».** Ce document intègre désormais le paiement des cotisations sociales.
- ☐ **L'attestation de régularité fiscale** (impôt) du sous-traitant, situation au 31/12/N-1.
- ☐ **Les attestations relatives au paiement des cotisations aux caisses** pour les congés payés, le chômage, les intempéries, ainsi qu'aux caisses retraite et prévoyance.
- ☐ **L'extrait K-Bis.**
- ☐ **Les références des prestations effectuées par la société sous-traitante sur les 6 derniers mois et plus ou moins de même nature.**
- ☐ **Les attestations d'assurances professionnelle et civile décennale valables pour l'année en cours.**
- ☐ **L'organigramme des personnels affectés à la prestation : fonctions de chacun et qualifications et/ou habilitations avec identification précise du responsable de la prestation sur cet organigramme.**
- ☐ **La copie des déclarations préalables à l'embauche de chacun des personnels** nommément désignés dans cette liste ; En cas de changement dans cette liste, **celle-ci devra impérativement être tenue à jour et remise au maître d'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre avant intervention sur le chantier dudit personnel** ; A défaut, celui-ci verra son accès au chantier refusé.
- ☐ **Le RIB.**
- ☐ **Pour les personnels travaillant pour une société étrangère et mis à disposition d'une entreprise française, la copie de la déclaration de détachement remise à l'inspection du travail**, en remplacement de la déclaration préalable unique d'embauche que l'on exige pour les salariés travaillant pour une société française ;
- ☐ **La caution personnelle et solidaire ou une délégation de paiement de l'entrepreneur principal au sous-traitant (à compter du sous-traitant de 2<sup>ème</sup> rang)** pour paiement des prestations exécutées par ce dernier.

Les pièces doivent être transmises en totalité pour permettre un agrément de la part du maître d'ouvrage à l'adresse suivante :

CHU de Poitiers  
Direction Constructions, Patrimoine et Transition Ecologique  
Unité Marchés et Budget  
2, rue de la Milétrie - CS 90577  
86021 POITIERS CEDEX

Ou par courrier électronique à l'adresses suivante : [elodie.fournier@chu-poitiers.fr](mailto:elodie.fournier@chu-poitiers.fr)

CH Henri Laborit  
Direction des Achats, de la Logistique et des Travaux  
370, avenue Jacques Cœur  
CS 10587  
86021 POITIERS CEDEX  
Ou par courrier électronique à l'adresse suivante : [dset.be@ch-poitiers.fr](mailto:dset.be@ch-poitiers.fr)

A défaut d'agrément, l'entreprise sous-traitante ne pourra en aucun cas intervenir sur le site.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont alors constatés par un acte spécial signé des deux parties.

En cas de groupement, la demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement doit être présentée et signée par le mandataire et doit porter également la signature du membre du groupement qui sous-traite.

Toute modification des prestations sous-traitées et de leur montant doit impérativement donner lieu à la modification de l'acte spécial, conformément aux dispositions des articles R2193-5 à R2193-8 du Code de la Commande Publique. A défaut, la modification est inopposable à la personne publique.

Les sous-traitants de 3<sup>ème</sup> rang et suivants ne sont pas souhaités.

En cas de réponse sous forme de groupement, l'ensemble des documents demandés ci-dessus sera fourni par chacun des membres du groupement.

L'utilisation du formulaire DC4 est préconisée en cas de demande d'agrément d'un sous-traitant et de ses conditions de paiement.

Ce formulaire est disponible à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Après agrément par le maître d'ouvrage, une visite d'inspection commune sera réalisée avec le sous-traitant avant toute intervention.

### **Cas de la sous-traitance étrangère :**

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R2193-3 du code de la commande publique et des pièces ci-dessus mentionnées, la déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance et les articles L2193-1 à L2193-14 et R2193-1 à R2193-21 du code de la commande publique.

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 13.3 et 13.4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

### **1.8. Cotraitance**

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement des cotraitants désignés comme tels dans l'acte d'engagement et constituant le groupement titulaire du marché, les stipulations de l'article 3.4.3 du C.C.A.G-MOE sont applicables à l'ensemble des membres du groupement. Ces derniers désignent chacun une personne nommément responsable, conformément à leur offre.

### **1.9. Catégories d'ouvrages et nature des travaux**

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie des ouvrages de constructions neuves de bâtiment. A titre accessoire, des travaux de réhabilitation ou de rénovation de locaux liés à l'opération principale pourront être prévus dans le périmètre d'un marché subséquent dans la mesure où le montant maximum indiqué ci avant est respecté.

### **1.10. Marché négocié de prestation similaire**

Conformément à l'article R2122-7 du code de la commande publique, un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence pourra être passé avec le(s) titulaire(s), dans les trois années suivant la notification du marché initial, pour des prestations similaires.

## **Article 2. Documents contractuels**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-MOE, l'accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, ils prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

- L'acte d'Engagement, et autres annexes éventuelles : les actes spéciaux de sous-traitance, pour l'ensemble de ces documents dans leur version résultant des dernières modifications opérées par voie d'avenants et dont les exemplaires conservés dans les archives du maître de l'ouvrage font seuls foi ;
- les marchés subséquents issus de l'accord cadre, tableau d'offres et autres annexes éventuelles, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes, dont l'exemplaire conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi, assorti des Annexes au CCTP ;
- Le Cahier des Exigences Techniques Standards (C.E.T.S.) version 7;
- Le Cahier des Clauses Générales d'Intervention (CCGI), dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- Le Plan de Prévention du CHU de Poitiers dressé en application du décret n° 92 158 du 20/02/1992, qui sera adapté au chantier concerné avant le démarrage des travaux ou le Plan Général de Coordination selon l'opération ;
- l'offre méthodologique, technique et financière du titulaire remise au stade du marché subséquent,
- Le mémoire technique et méthodologique de chaque titulaire.

Nota :

En cas de discordance constatée entre le Cahier des Clauses Techniques Particulières et les pièces graphiques, les dispositions écrites prennent le pas sur les indications contenues dans les pièces graphiques.

## B - Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix (mois de remise des offres)

- Le CCAG (Arrêté du 30/03/2021) applicable aux marchés publics de maîtrise d'œuvre,
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux ;
- Le Cahier des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (CCS-DTU) ;
- Les normes françaises et européennes en vigueur.

Le maître d'œuvre devra par ailleurs respecter, pour l'exécution des missions DET, VISA/EXE et AOR, notamment dans ses rapports avec les entreprises, les dispositions du CCAG travaux en vigueur au moment de la publication de la consultation portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux, et, le cas échéant, les dispositions des cahiers des clauses administratives particulières des marchés publics de travaux. Il veillera en particulier à respecter strictement les procédures et délais décrits dans ces pièces, en tant qu'elles le concernent ou lui sont opposables. Il en supportera les conséquences, notamment onéreuses, en cas de non-respect.

Le titulaire déclare bien connaître les pièces. Celles-ci, bien que non jointes matériellement au marché, sont réputées en faire partie intégrante. Le titulaire ne pourra donc en invoquer l'ignorance pour se soustraire aux obligations qui y sont contenues.

**Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des contraintes et obligations inhérentes à l'application des normes et réglementations en vigueur dans le domaine visé par le présent accord-cadre.**

**Les modalités, propres au titulaire, qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à l'acte d'engagement et contradictoires avec les documents contractuels (CCAP/CCTP et CCAG-MOE) ne s'appliqueront pas au présent accord-cadre.**

### Article 3. Délais d'exécution

#### 3.1. Délais d'exécution

Le délai d'exécution des prestations sera précisé dans chaque marché subséquent et débutera à sa date de notification.

Le non-respect du délai global maximum d'exécution, éventuellement prolongé, entraînera la mise en œuvre de pénalités de retard définies à l'Article 15. du présent CCAP.

#### 3.2. Marchés subséquents

Les marchés sont faits au fur et à mesure des besoins et comporteront:

- La référence à l'accord-cadre/marché subséquent ;
- La désignation de la prestation (les différents éléments de missions) ;
- Le prix d'engagement correspondant au prix du marché subséquent ;
- Le délai d'exécution des prestations ;
- L'adresse facturation.

Pour le CHU de Poitiers, la personne habilitée à signer les marchés subséquents est la Directrice Générale du Centre Hospitalier Universitaire de Poitiers ou par délégation le Directeur des Constructions, du Patrimoine et de la Transition Ecologique ou son adjoint.

Pour le Centre Hospitalier Henri Laborit, la personne habilitée à rédiger et signer les marchés subséquents est le directeur du CHHL ou son représentant.

**Durée d'exécution des marchés subséquents :** Les marchés subséquent pourront être passés jusqu'au dernier jour de validité de l'accord cadre et pourront s'exécuter après cette date, dans le respect de l'article R2162-5 du code de la commande publique.

### **3.3. Prolongation du délai d'exécution**

Conforme aux dispositions de l'article 15.3 du CCAG-MOE.

## **Article 4. Conditions d'exécution**

### **4.1. Accès – Consignes**

Le personnel du titulaire chargé d'effectuer une prestation (installation, mise en service) se présente dès son arrivée au maître d'ouvrage ou son représentant.

Le personnel du titulaire a accès aux équipements, s'il est muni d'une carte professionnelle nominative.

Le personnel du titulaire doit observer les consignes de sécurité préconisées dans l'Etablissement et se conformer aux règles suivantes :

- Respect des règles d'accès et de circulation au sein de l'établissement,
- Tenue propre et correcte, identification par badge (nom de la société et nom de l'intervenant),
- Respect des règles d'hygiène et de sécurité applicables dans les services concernés (décret n° 86-1103 du 2 octobre 1986)
- Respect des règles en milieu hospitalier (secret professionnel, confidentialité des dossiers, discrétion, charte du patient,...)

Dans les cas où il est imposé, le titulaire établit avec le CHU de Poitiers, un protocole définissant les règles de sécurité à appliquer sur la protection de son personnel salarié avant d'exécuter les prestations, objet de l'accord cadre (décret n°02-158 du 20/02/1992).

### **4.2. Confidentialité**

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur doivent respecter les règles de confidentialité prévues à l'article 5.1 du CCAG-MOE, et notamment les informations couvertes par le secret médical.

### **4.3. Personnel d'intervention du titulaire**

Les personnes désignées par le titulaire sont seules autorisées à intervenir. Si les prestations sont réalisées par une équipe, le responsable est nommément désigné par le titulaire. Il est l'interlocuteur référent de la personne publique.

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant peut demander à tout moment le remplacement du personnel pour des motifs professionnels.

### **4.4. Réparation des dégâts**

Les dégâts provoqués par le titulaire, lors d'une intervention devront être réparés à ses frais.

### **4.5. Exigences transversales aux missions**

Le maître d'ouvrage pourra se faire assister d'un progiciel d'échange de données informatisées pour la gestion et le traitement des notes d'honoraires, demandes d'acomptes. Cet outil sera impérativement utilisé par toutes les entreprises titulaires des marchés (de prestations intellectuelles, travaux, ...)

mandataire, cotraitants et sous-traitants d'une opération. Cette plateforme sera adaptée au suivi des opérations de construction.

## **Article 5. Exécution de la mission de la maîtrise d'œuvre**

Les clauses suivantes s'appliqueront à tous les marchés subséquents issus du présent accord cadre.

### **5.1 Exécution de la mission de maîtrise d'œuvre jusqu'à la passation des marchés de travaux**

#### **5.1.1. Coût prévisionnel des travaux.**

A chaque étape des études (Esquisse, APS, APD), les concepteurs devront rester dans le cadre de l'enveloppe prévisionnelle fixée par le Maître d'Ouvrage.

Le Maître d'œuvre s'engage, quoi qu'il en soit, à respecter le coût prévisionnel définitif des travaux, arrêté au stade de l'Avant-Projet Définitif.

Si le coût prévisionnel de réalisation proposé par le maître d'œuvre au moment de la remise des prestations de cet élément est supérieur à l'enveloppe financière arrêtée par le maître de l'ouvrage au stade de la note programmatique détaillée, augmentée du seuil de tolérance visé à l'article 9.3 « prix du règlement » ci-après, le maître de l'ouvrage peut refuser de réceptionner les prestations, et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-dessus.

Après réception de l'Avant-Projet Définitif par le maître de l'ouvrage, le coût prévisionnel définitif arrêté sera notifié au Maître d'œuvre et arrêté par voie d'avenant.

Le coût prévisionnel définitif se substitue au coût prévisionnel provisoire pour toutes les fins du présent marché. Cette substitution fera l'objet de l'avenant précité.

Le maître d'œuvre s'engage à le respecter sous réserve des sanctions prévues au seuil de tolérance ci-après.

#### **5.1.2. Conditions économiques d'établissement des prix**

Le coût prévisionnel des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 (m0 Travaux) fixé dans le programme.

#### **5.1.3. Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux**

Le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 5%.

#### **5.1.4. Seuil de tolérance**

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux, majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à 5% « Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux ».

L'avancement des études permet au maître d'œuvre lors de l'établissement des prestations de chaque élément de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître de l'ouvrage le lui demande.

#### **5.1.5. Coût de référence des travaux**

Lorsque le maître de l'ouvrage dispose des résultats de la consultation relative à la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre établit le coût total des travaux en valeur « M0 travaux », tel qu'il résulte de la consultation (coût de référence).

Ce coût est obtenu en multipliant le montant des offres considérées, tous critères confondus, comme « économiquement les plus avantageuses » pour le maître de l'ouvrage, par un coefficient d'actualisation égal au rapport de l'index BT01 (catégorie bâtiment) pris respectivement au mois M0 des offres travaux ci-dessus et au mois « M0 travaux » de référence. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Si le coût est supérieur au seuil de tolérance, le maître d'ouvrage peut déclarer la procédure de consultation des entreprises infructueuses. Le maître de l'ouvrage peut également demander la reprise des études. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens dans un délai de deux semaines suivant le jugement des offres par le maître d'ouvrage.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de deux semaines à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître d'ouvrage de lancer une nouvelle consultation relative à la passation des marchés de travaux ou engager des négociations. L'établissement de ce nouveau dossier ne donne lieu à aucune rémunération complémentaire pour le maître d'œuvre.

## **5.2 Exécution de la mission de maîtrise d'œuvre après la passation des marchés de travaux**

### **5.2.1. Coût de réalisation des travaux**

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte de contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans le document ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

### **5.2.2. Conditions économiques d'établissement**

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois M0 correspondant au mois de remise de l'(ou des) offre(s) ayant permis la passation des contrats de travaux.

### **5.2.3. Tolérance sur le coût de réalisation des travaux**

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance. Ce taux de tolérance est de 5%.

### **5.2.4. Seuil de tolérance sur le coût de réalisation des travaux**

Le seuil de tolérance est égal au coût de réalisation des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance indiqué à 5% « Tolérance sur le coût de réalisation des travaux ».

### **5.2.5. Comparaison entre réalité et tolérance**

Le coût constaté déterminé par le maître de l'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés, avenants,



commandes hors marchés intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révisions de prix, ramené en valeur « M0 travaux » par l'article BT01 (cf. article « Seuil de tolérance »).

Les modifications dans les travaux à exécuter, ou exécutés, engagées après signature des marchés de travaux, seront classées dans l'une des trois catégories suivantes, selon la cause de ladite modification :

- ✓ Modifications dans la consistance du projet résultant d'exigences nouvelles du maître d'ouvrage ;
- ✓ Modifications imprévisibles et qui s'impose au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre, par exemple par suite d'un changement de réglementation, ou de la défaillance technique ou économique d'une entreprise, etc...
- ✓ Modifications dans la consistance du projet apportées par le maître d'œuvre par suite d'erreurs ou d'imprévisions dans ses études, ou dans la conduite des travaux.

L'incidence totale des modifications relevant de la catégorie a) sera calculée par addition des travaux supplémentaires, et éventuellement des travaux en moins, si les suppressions envisagées nécessitent une reprise importante des dossiers. Le forfait de rémunération sera alors augmenté par avenant pour prendre en compte les études supplémentaires du concepteur rendues nécessaires du fait de ces modifications. La rémunération supplémentaire ne sera pas systématique mais devra être justifiée et sera négociée.

Les modifications relevant de la catégorie b) ne donneront pas lieu automatiquement à modification du forfait de rémunération, et seront débattues sur la base des justifications apportées par le maître d'œuvre sur leur incidence sur ses prestations. Dans l'hypothèse où il est établi que ces modifications induisent un travail supplémentaire pour le maître d'œuvre, son forfait de rémunération sera augmenté à juste proportion.

Seules les modifications relevant de la catégorie c) seront prises en compte pour le calcul du coût constaté soumis à pénalités pour dépassement du seuil de tolérance. Toutefois, ne seront pas comptabilisées dans cette incidence les travaux qui auront par ailleurs fait l'objet d'une indemnisation du maître de l'ouvrage par l'assurance professionnelle des concepteurs. Les modifications relevant de la catégorie c) ne donnent pas lieu à une augmentation du forfait de rémunération du maître d'œuvre.

#### 5.2.6. Mesures conservatoires

Si en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux modificatifs) dépasse le seuil de tolérance défini à l'article 5.2.3 « Tolérance sur le coût de réalisation des travaux » du CCAP, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître de l'ouvrage par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission précédemment cités.

### **Article 6. Opérations de vérifications – décisions après vérifications**

Les opérations de vérifications et les décisions consécutives à ces opérations sont soumises aux dispositions de l'article 20 du CCAG-MOE.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie sur demande du prestataire par le maître de l'ouvrage et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

### **Article 7. Garantie contractuelle**

Sans objet

### **Article 8. Retenue de garantie**

Il n'est pas prévu de retenue de garantie

## Article 9. Modalités de détermination des prix

### 9.1. Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire, ainsi qu'à ses co-traitants et sous-traitants éventuels.

### 9.2. Contenu des prix

Les prix des marchés subséquents sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à l'assurance, et, de manière générale, toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

### 9.3. Prix de règlement

- **Forme des prix :**

Les prix des marchés subséquents sont **fermes et actualisables** lorsque la durée de la mission objet du marché est inférieure à 1 an.



Les prix des marchés subséquents sont **révisables** lorsque la durée de la mission objet du marché est supérieure à 1 an.

- **Mois d'établissement du prix du marché :**

Les prix des marchés subséquents sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres prévu pour chacun des marchés subséquents, ce mois étant appelé « **mois zéro** ».

- **Choix de l'index de référence :**

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du présent marché de maîtrise d'œuvre se trouve sur le site du Moniteur Travaux Publics accessible sur le lien suivant : <http://www.lemoniteur.fr/indices-prix>

Si l'entreprise ne dispose pas d'un abonnement les données pourront lui être communiquées sur simple demande par la Direction des Constructions, du Patrimoine et de la Transition Ecologique.

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la révision des prix est l'indice **INGENIERIE (ING)**.

En cas de disparition de l'index de référence en cours d'exécution du marché, l'index officiel de substitution est automatiquement appliqué en remplacement, par les parties. En l'absence d'index officiel de substitution, les parties pourront substituer un index adapté à la structure des coûts du marché par avenant.

- **Modalités des variations de prix :**

- ❖ **Marchés subséquents intéressant des missions de moins d'un an :**

L'actualisation est effectuée par application d'un coefficient donné par la formule :

$$C_n = I(d-3) / I(o)$$

dans laquelle I(o) et I(d-3) sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois d-3 par l'index de référence I du marché, sous réserve que le mois (d) de notification du marché subséquent soit postérieur de plus de 3 mois au mois zéro (mois de remise de l'offre).

$$P = P_0 \times C_n$$

P = prix actualisé

P<sub>0</sub> = prix de base valeur initiale

Cette actualisation sera calculée à 3 chiffres arrondie au 1/1000e supérieur.

#### ❖ **Marchés subséquents intéressant des missions de plus d'un an :**

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient R de révision, donné par la formule :

$$R = 0,15 + 0,85 I_m/I_0$$

- $I_0$  = index Ingénierie du mois  $m_0$  (mois zéro = mois de remise de l'offre).
- $I_m$  = index Ingénierie mois  $m-3$  à la date de l'établissement de la facture.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

Pour la mise en œuvre de cette formule, les calculs finaux sont effectués avec trois décimales et arrondis au 1/1000e supérieur.

#### **9.4. Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Il sera fait application du taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des services, sauf disposition réglementaire contraire.

### **Article 10. Avance**

Une avance sera versée au maître d'œuvre dans les conditions prévues aux articles R.2191-3 à R.2191-12 du Code de la Commande Publique, et à condition que le titulaire n'ait pas renoncé à son versement dans l'acte d'engagement.

Le montant de cette avance est calculé conformément aux dispositions de l'article R.2191-7 du Code de la Commande Publique. Le pourcentage retenu pour le calcul de l'avance, selon ces dispositions, est fixé à 5,00 %.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

Le versement de l'avance est conditionné à la demande d'un acompte « d'AVANCE ».

L'avance sera payée dans le délai de paiement prévu par le présent marché.

### **Article 11. Remboursement de l'avance**

Par dérogation aux articles R2191-11 et R291-12, le remboursement de l'avance est effectué en une seule fois, dès que l'avancement des prestations exécutées au titre du marché concerné aura atteint la limite de 65%.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

### **Article 12. Acomptes et paiement partiels définitifs**

Les acomptes et paiements partiels définitifs seront versés au titulaire dans les conditions prévues aux articles L2191-4 et R2191-20 et suivants du code de la commande publique.

En complément de l'article 11 du CCAG-MOE, le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques.

Le maître d'œuvre présentera au maître de l'ouvrage ses notes d'honoraires, en application de l'article 13.2 du présent document.

Les dates de présentation des situations par le maître d'œuvre, de vérification et de validation par les représentants du maître d'ouvrage font foi.

Ces dates valent « accusé de réception », conformément au circuit de vérification imposé par le service.

### 12.1 Décomposition du forfait en partie d'éléments

Les éléments de mission des marchés subséquents sont décomposés en partie d'éléments considérés comme des phases techniques d'exécution.

La valeur de la partie d'élément est fixée dans le tableau suivant par un pourcentage à appliquer à la valeur de l'élément tel que défini à l'article 1.4.3.1 du CCAP.

Eléments de mission	Emission de l'acompte à	% élément
<b>Esquisse</b>	La remise	<b>80%</b>
	La notification de l'approbation	<b>20%</b>
Avant-Projet*  *en cas de scission avec des missions de type APS/APD	La remise de l'Avant-Projet	<b>70%</b>
	La notification de l'approbation de l'Avant-Projet	<b>15%</b>
	L'obtention des autorisations de construire	<b>15%</b>
	*APS : remise de l'APS	<b>80%</b>
	*APS : validation de l'APS *APD	<b>20%</b>
Projet	La remise du dossier projet	<b>80%</b>
	La notification de l'approbation du projet	<b>20%</b>
Assistance à la Passation des Contrats de travaux	Remise du dossier de consultation des entreprises	<b>40%</b>
	La remise de l'analyse des offres	<b>20%</b>
	La validation du rapport d'analyse	<b>20%</b>
	La notification complète des marchés de travaux	<b>20%</b>
Visa des études d'exécution réalisées par les entreprises	Suivant visa des études produites	au prorata de l'avancement de la mission
Direction de l'Exécution des Travaux	Suivant état avancement du chantier	<b>85% * DET/n</b> <b>(n étant le nombre de mois de préparation de chantier + nombre de mois de chantier)</b>
	L'établissement décompte général travaux	<b>10%</b>
		<b>5%</b>
	L'instruction des réclamations entreprises	
Assistance aux Opérations de Réception	Les opérations préalables de réception	<b>30%</b>
	La levée des réserves à la réception	<b>20%</b>
	La remise de l'ensemble du dossier des ouvrages exécutés	<b>30%</b>

	Fin de la période de garantie parfait achèvement	20%
--	--	-----

\*Les acomptes concernant les missions de synthèse, de coordination SSI seront mensuels, calculés sur la durée estimée de ces missions dans le calendrier général.

\*Le règlement des sommes dues au titulaire au titre de la mission OPC fait l'objet d'acomptes et d'un solde versés à l'issue de chacun des éléments de mission définis selon le tableau d'offres.

## 12.2 Décompte final

En dérogation à l'article 11.7 du CCAG-MOE, après constatation de l'achèvement total de sa mission dans les conditions prévues à l'article 6, le maître d'œuvre adresse au maître de l'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

Le décompte final se fera par la reprise totale de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire et des modifications détaillées en plus ou en moins apportées lors de l'exécution, à la demande du Maître d'ouvrage.

Le décompte final établi par le Maître d'Œuvre comprend :

- a) Le forfait de rémunération ;
- b) La pénalité éventuelle pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage, telle que définie à l'article 5.2.5 « Comparaison entre réalité et tolérance » du présent CCAP ;
- c) Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'œuvre en application du présent marché ;
- d) La rémunération en prix de base, hors T.V.A. due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission ; cette rémunération étant égale au poste a) diminué des postes b) et c) ci-dessus.
- e) Les révisions de prix prévues au titre du marché, telles que définies à l'article 9 du présent CCAP.

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

## 12.3 Décompte général - État du solde

Le maître de l'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- a) Le décompte final ci-dessus ;
- b) La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître de l'ouvrage ;
- c) Le montant, en prix de base hors T.V.A., du solde. Ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte périodique antérieur.
- d) L'incidence de la T.V.A. ;
- e) L'état du solde à verser au titulaire. Ce montant étant la récapitulation des postes c), d) et e) ci-dessus.
- f) La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le maître de l'ouvrage notifie au maître d'œuvre le décompte général et l'état du solde.

Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le maître d'œuvre, qui doit être signifiée dans les 30 jours suivant la réception du décompte général notifié par le maître d'ouvrage. A défaut de réponse dans le délai de 30 jours, et par dérogation à l'article 11.8 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre est réputé avoir accepté le décompte général et n'est plus fondé à le contester.

En cas de refus par le maître d'œuvre du décompte général notifié, le maître d'œuvre doit, dans le délai de 30 jours précité, remettre au maître d'ouvrage un mémoire en réclamation explicitant les motifs de ce refus et les sommes dont il demande le règlement, accompagné des pièces justificatives. Le maître d'ouvrage dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation. Le maître d'œuvre dispose, sous peine de forclusion, d'un délai de trois mois à compter de la réception de la décision de rejet de sa réclamation, ou de la formation d'une décision implicite de rejet, pour porter le contentieux devant la juridiction compétente. A défaut de saisine dans ce délai, le maître d'œuvre est réputé avoir accepté le décompte général.

## **Article 13. Paiement – établissement de la facture**

### **13.1. Mode de règlement**

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours selon les dispositions de l'article R2192-11 du code de la commande publique. Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

Par dérogation aux dispositions prévues à l'article 11.5 du CCAG-MOE et sous réserve des dispositions du code de la commande publique, le délai global de paiement se décompte :

- de la date d'admission comme définie à l'Article 4. du présent CCAP, si l'établissement a reçu la facture avant l'admission
- de la date de réception de la facture si celle-ci est reçue après l'admission.

### **13.2. Présentation des demandes de paiement**

Il sera établi une facture par marché subséquent.

La facture afférente à l'accord cadre porte, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom, n° Siret et adresse du créancier ;
- le numéro et la date de l'accord cadre ou du marché subséquent ;
- la prestation exécutée ;
- le montant hors T.V.A. de la prestation exécutée ;
- le taux et le montant de la T.V.A. et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total TTC des prestations exécutées.

**Lorsque le titulaire de l'accord cadre est groupé conjointement avec un tiers mandataire pour l'établissement de la facturation, la facture établie au nom du mandataire doit mentionner dans son en-tête le nom du mandant avec une formule « facture établie au nom et pour le compte du ..... »**

**Pour le CHU de Poitiers, une « pré-facture » (correspondant à un projet de facturation) devra systématiquement être transmise préalablement au dépôt de la facture (acompte ou facture simple), pour tout marché notifié.**

- ✚ Cette pré-facture reprenant les éléments facturables sera envoyée, par mail à l'adresse suivante : [prefacture-DCP@chu-poitiers.fr](mailto:prefacture-DCP@chu-poitiers.fr).
- ✚ La validation de cette pré-facture sera faite par mail. (Correction de l'avancement des prestations, des prix unitaires erronés le cas échéant, etc.).

Cette pré-facture permettra, après prise en compte des modifications apportées s'il y a lieu, de déposer une facture conforme (avec les pièces justificatives) limitant les rejets et suspensions de paiement

sous forme dématérialisée sur la plateforme CHORUS (cf. Annexes Dépôt CHORUS - DCP).

**Pour transmettre vos factures au CHU, le code service : FAC\_CDE\_NON\_DEMAT devra être renseigné ainsi que le numéro SIRET du débiteur :**

- **CHU 200 055 358 00010.**

**Pour les autres établissements, il n'y a pas de code service à renseigner, seul le numéro de SIRET du débiteur est à indiquer :**

- **CHHL 268 600 020 00013**

L'envoi des factures par courriel ne sera pas accepté.

### **13.3 Paiement des cotraitants**

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter des demandes de paiement au maître d'ouvrage. Lorsque les paiements doivent être effectués auprès de chaque membre du groupement, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. La signature du mandataire sur ce document vaut acceptation par celui-ci des sommes à payer à chacun des cotraitants, compte tenu des modalités de répartition des paiements indiquées à l'acte d'engagement valant marché subséquent.

Le mandataire est seul habilité à formuler ou transmettre les réclamations de membres du groupement.

### **13.4 Paiement des sous-traitants**

- Modalités de paiement direct :

**Le paiement des sous-traitants bénéficiant du paiement direct s'effectue selon les dispositions des articles L2193-11 à L2193-13 et R2193-10 à R2193-16 du code de la commande publique.**

Il est cependant précisé que le titulaire du marché principal joint au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et **distingue le montant HT à régler au sous-traitant, de la TVA à régler au titulaire.**

Dans le cas d'un groupement, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans l'accord cadre.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe au projet de décompte, signé par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation de prix prévue dans le contrat de sous-traitance et **distingue le montant HT à régler au sous-traitant, de la TVA à régler au titulaire.**

- pour le sous-traitant indirect :

Conformément aux dispositions de l'article 3.6. du CCAG-MOE, un sous-traitant ne peut sous-traiter l'exécution de la partie de l'accord-cadre qui lui a été sous-traitée qu'à la condition d'avoir obtenu du CHU de Poitiers l'acceptation de ce sous-traitant indirect.

L'acceptation du sous-traitant indirect n'interviendra que si le sous-traitant direct transmet au titulaire du marché principal une déclaration comportant l'ensemble des informations exigées à l'article R2193-1.

En outre, l'exécution des travaux par le sous-traitant indirect ne peut débuter avant que le CHU de Poitiers ait accusé réception auprès du titulaire du marché principal d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article 14-1 de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 et l'article L2193-14 du code de la commande publique, ou avant la signature par le CHU de Poitiers de l'acte par lequel le sous-traitant direct donne délégation au CHU de Poitiers pour paiement du sous-traitant indirect à concurrence du montant des prestations exécutées par ce dernier.

### **13.5 Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans les délais prévus par le code fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire. Ces derniers sont calculés conformément à la réglementation en vigueur.

## **Article 14. Clauses techniques**

Se reporter au CCTP.

## **Article 15. Dispositions applicables en cas de titulaire étranger**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes de l'accord cadre est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

## **Article 16. Pénalité**

### **16.1 Pénalités applicables au stade des marchés subséquents**

En préalable, et par dérogation aux dispositions de l'article 16.2 du CCAG-MOE, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités inférieures à 1 000 € pour l'ensemble du marché subséquent.

Toutes les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable conformément à l'article 16.2.4 du CCAG-MOE.

Chaque jour calendaire commencé sera considéré comme dû.

Toutes les pénalités sont cumulables et sont décomptées par jour calendaire (y compris samedi, dimanche et jour férié).

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

Des pénalités provisoires, calculées comme les pénalités de retard indiquées ci-après, seront déduites des acomptes mensuels dès constatation du retard ou du manquement par le maître d'ouvrage. En cas de constatation de la résorption totale ou partielle des retards par celui-ci, les pénalités provisoires pourront être levées en cours d'exécution des prestations et les sommes déduites sur les factures mensuelles seront alors réglées sur la facture du mois suivant l'accord donné par le maître d'ouvrage (matérialisé par un certificat de l'ordonnateur) pour la levée des pénalités concernées.

**Les pénalités définitives seront déduites de la facture finale, le cas échéant.**



### 16.1.1 Pénalités de retard

Lorsque le délai fixé dans le CCTP est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, une pénalité pour retard qui commence à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 15.3 du CCAG-MOE.

$$P = \frac{V \times R}{500} \quad , \text{ dans laquelle :}$$

P = le montant de la pénalité

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable.

R = le nombre de jours de retard imputable au titulaire. Chaque jour commencé sera considéré comme dû.

Les pénalités de retard ne s'appliquent pas quand les jours de retard sont imputables à la personne publique.

Chaque jour commencé sera considéré comme dû.

### 16.1.2 Pénalités diverses

#### 16.1.2.1 Pénalités pour dépassement du seuil de tolérance

Si le coût constaté en valeur « MO travaux » (marché de travaux et modification de catégorie c) du présent marché est supérieur au coût de référence augmenté de son seuil de tolérance tel que défini à l'article « Tolérance sur le coût de réalisation des travaux », le maître d'œuvre supporte une pénalité égale à 10 % de la différence entre le coût constaté et le coût de réalisation initial (article « coût de référence des travaux » **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**) augmenté de son taux de tolérance.

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15% du montant de la rémunération du maître d'œuvre correspondant aux éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

#### 16.1.2.2 Absences aux réunions

Les rendez-vous de chantier auront lieu régulièrement chaque semaine, au jour et à l'heure fixés par le maître d'œuvre.

Le titulaire du marché est tenu d'assister aux réunions organisées par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage ou de se faire valablement représenter par une personne compétente et qui suit le dossier, capable de prendre des décisions et d'engager au nom du titulaire.

**La présence du titulaire aux réunions de chantier étant indispensable à la coordination que requiert la bonne marche des travaux, son absence ou sa représentation par des personnes insuffisamment qualifiées entraînent la responsabilité du titulaire défaillant.**

En cas d'absence aux réunions organisées, une pénalité de 150 € pourra être appliquée au titulaire du marché dûment convoqué par courrier, télécopie, mail.

Une pénalité égale à la moitié de cette somme pourra être appliquée en cas de retard de plus d'un quart d'heure.

La pénalité sera portée à 300 € après deux absences.

Sera considéré comme absent le titulaire du marché représenté par une personne incompétente ou insuffisamment au courant du chantier.

#### 16.1.3.3 Pénalités pour retard dans la remise d'un rapport ou de tout autre document demandé par le Maître d'Ouvrage

En cas de non remise des rapports conformément au calendrier d'exécution de la mission précisé dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ou tout document demandé par le Maître d'Ouvrage, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard. Le nombre de jours de retard est obtenu par différence entre la date de remise du document et la date limite.

En dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE, en cas de retard dans la présentation de documents nécessaires à l'exécution des travaux (plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques...) le maître d'œuvre subit sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard calendaire est fixé à 150 euros.

En cas de retard dans la remise de documents après l'exécution des travaux, le maître d'œuvre subira une retenue égale à 150 euros HT par jour calendaire.

#### 16.1.2.4 Pénalités pour deux ajournements successifs de réception des prestations

Dans l'hypothèse où la procédure d'admission des prestations prévue au présent article aboutirait au prononcé de deux ajournements successifs de la part du CHU pour un même document, le titulaire pourra se voir appliquer une pénalité de 150 € par jour.

Cette pénalité est due à compter du jour de la réception, par le titulaire, de la deuxième décision d'ajournement prise par la personne publique pour un même document.

Le décompte du nombre de jours de pénalité retenu se termine à la date de réception par la personne publique du document corrigé et complet. Chaque jour commencé sera considéré comme dû.

#### 16.1.2.5 Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs

Les personnels du prestataire qui interviendront sur le site devront se conformer au Cahier des Consignes Générales d'Intervention (CCGI). Tout manquement pourra être sanctionné par l'application des pénalités et mesures prévues au sein dudit document.

#### 16.1.2.6 Défaillance dans la mise en œuvre des opérations de réception

Si le maître d'œuvre ne procède pas aux opérations préalables à la réception dans le délai fixé à l'article 41.1 du CCAG travaux, un abattement de 50 % sur la partie "réception" de l'élément de mission AOR sera opéré.

De plus, si, bien que dûment convoqué, il est constaté que le maître d'œuvre n'est pas présent ou représenté à la date fixée par la personne publique pour la réalisation des opérations préalables à la réception, ou si, bien que présent ou représenté, il refuse de procéder aux OPR, un abattement complémentaire de 50 % sur la partie "réception" de l'élément de mission AOR sera opéré.

En outre, le maître de l'ouvrage appliquera une pénalité forfaitaire de 1.000 euros.

Par ailleurs, si la personne publique a fait appel à un assistant éventuel pour l'assister dans les opérations préalables à la réception, le coût de cet assistant sera porté au débit du maître d'œuvre.

Par ailleurs, le délai d'établissement par le maître d'œuvre de la proposition de réception des travaux est celui fixé par les cahiers des charges des marchés de travaux (CCAP ou CCAG travaux rendu contractuel) passés sous le contrôle du maître d'œuvre. Par dérogation à l'article 16 du CCAG MOE, en cas de retard dans l'établissement de la proposition de réception des travaux, le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant est fixé par jour de retard calendaire à 1/200e du montant en prix

de base hors TVA de l'élément de mission Assistance aux Opérations de Réception (AOR) et pendant la garantie de parfait achèvement.

#### 16.1.2.7 Pénalités durant l'année de parfait achèvement des travaux

Des pénalités sont appliquées également dans le cadre de l'année de Garantie de Parfait Achèvement (GPA) notamment aux réunions provoquées par le Maître d'Ouvrage. Les montants des pénalités qui pourront être appliqués sont mentionnés à l'article 16.1.2.2 « Absences aux réunions » du présent CCAP.

#### 16.1.2.8 Pénalités pour non-levées des réserves

Le Titulaire du marché dispose du ou des délai(s) mentionné(s) au sein du PV de réception, à compter de la date de réception, pour lever les réserves mentionnées au PV de réception. A défaut de la mention d'un délai au PV de réception, celui-ci sera d'un mois à compter de la date de réception. En cas de dépassement de ce délai, le Titulaire encourt une pénalité de 200 € par jour calendaire de retard au-delà de 1 mois à compter de la réception.

Ces pénalités seront encourues de plein droit, sans exigence d'une mise en demeure préalable, du simple fait de la constatation du retard par le maître d'ouvrage.

### **Article 17. Informations techniques – Formations**

Sans objet

### **Article 18. Dispositions diverses**

#### **18.1. Assurance**

Il sera fait application de l'article 9 du CCAG-MOE.

Chacun des membres de l'équipe de conception et/ou maîtrise d'œuvre devra être titulaires des polices d'assurance mentionnées ci-après, souscrites auprès d'assureurs notoirement solvables :

#### 18.1.1 Responsabilité Civile (en cours de chantier, professionnelle et après livraison)

Le maître d'œuvre et, le cas échéant, ses sous-traitants devront chacun être garantis par une police de responsabilité civile destinée à couvrir les conséquences de la responsabilité civile lui incombant, en vertu des articles 1382 et suivants du Code Civil en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels et immatériels, intervenus avant, pendant et après les prestations, objets du présent marché, et causés soit du fait du personnel de l'entreprise ou de ses préposés, soit du fait de ses prestations.

Cette garantie devra valoir tant avant, qu'en cours de travaux et qu'après réception, aussi longtemps que la responsabilité de l'intervenant peut être recherchée.

Pour les chantiers inférieurs à 15.000.000€ et ne présentant pas du fait de l'imbrication complexe dans des existants ou des avoisinants de risque aggravé, la garantie avant travaux, en cours de travaux et après réception ne devra pas être inférieure à :

- 3.000.000 d'€uros par sinistre et 6.000.000 d'€uros par année d'assurance pour les dommages Corporels
- o Dommages corporels : 10 000 000 d'€uros, par sinistre
- o Dommages matériels : 5 000 000 d'€uros par sinistre

- o Dommages immatériels consécutifs : 1 500 000 d'euros par sinistre
- o Dommages matériels non consécutifs à un dommage corporel et matériel : 300 000 d'euros par sinistre.

La garantie devra être étendue aux dommages aux existants et à la réparation des dommages dus à l'effondrement d'ouvrage en cours de travaux.

La personne publique appréciera si des montants de garantie présentés différemment peuvent être considérés comme équivalents à ces minima.

#### 18.1.2 Responsabilité Décennale

Le titulaire et, le cas échéant, ses sous-traitants doivent être garantis par une police couvrant, pendant dix ans, les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil.

En cas de travaux sur existant, ces garanties doivent impérativement comporter une clause d'extension, dans les conditions similaires à celles prévues par la loi du 4 janvier 1978 et par l'annexe I de l'article A 243-1 précitée, aux dommages consécutifs aux travaux neufs, subis par les parties anciennes de la construction.

#### 18.1.3 Attestation d'assurance

Par dérogation et complément à l'article 9.1.3 du CCAG-MOE, les attestations d'assurance de responsabilité civile et responsabilité décennale exigées des intervenants devront être :

- Transmises à l'attribution de l'offre : cette dernière sera considérée comme incomplète et par conséquent rejetée, faute de fourniture de l'un de ces documents ;
- Adressées à tout moment de l'exécution de l'ouvrage sur simple demande de la personne publique ou maître d'ouvrage et dans un délai de 20 jours calendaires ; faute de respecter cette formalité, le marché de l'intervenant pourra être résilié de plein droit à ses torts exclusifs.

L'attestation d'assurance décennale, devra :

- Comporter mention que la couverture des dommages de nature décennale est accordée à concurrence du coût des travaux de réparation de l'ouvrage à la réalisation duquel l'assuré a contribué ainsi que des ouvrages existants, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles, au sens du II de l'article L. 243-1-1 ;
- Comporter le montant des garanties complémentaires des dommages immatériels et des existants ;
- Comporter la mention des missions garanties, en cohérence avec celles effectivement assumées ;
- Mentionner la période de validité de l'assurance, cette période devant inclure la date de Déclaration d'Ouverture du Chantier à l'administration concernée.

Aucun règlement de situation ou de solde ne sera effectué sans présentation d'un certificat d'assurance conforme.

Les attestations produites devront être datées de moins de trois mois et émaner de la Compagnie d'assurance elle-même sur son papier à en-tête. L'attestation Responsabilité Civile devra comporter mention que l'assuré est à jour de ses primes.

#### 18.1.4. Absence ou insuffisance de garantie

Toute surprime appliquée du fait d'une absence ou insuffisance d'assurance d'un membre de l'équipe de conception ou de maîtrise d'œuvre, ou du fait de l'utilisation d'une technique particulière ou de toute autre cause, sera automatiquement mise à la charge du défaillant. Chacun des membres de l'équipe de conception et de maîtrise d'œuvre s'engage à régler au Maître d'ouvrage la surprime due dès que la notification lui en est faite par ce dernier.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger une augmentation des plafonds ou une extension des garanties

des intervenants au titre de la responsabilité civile, si les travaux nécessitent une assurance aux tiers plus élevée ou plus étendue.

De même les montants de garantie demandés par le Maître d'ouvrage ne sauraient valoir limite de responsabilité. Les intervenants sont libres en effet de souscrire, s'ils le désirent, des montants plus élevés ou des garanties plus étendues que celles demandées par le Maître d'ouvrage.

### **18.2. Notification électronique**

Le pouvoir adjudicateur notifie les documents modifiant l'accord cadre (avenant, acte spécial de sous-traitance etc....) par voie électronique. A cette fin, la plateforme de dématérialisation PLACE sera utilisée afin de garantir la confidentialité et la traçabilité des échanges.

### **18.3. Protection des données**

Cet article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché traite les données à caractère personnel dans le cadre de l'exécution des prestations objets du présent marché.

Le pouvoir adjudicateur est désigné ci-après « Responsable du traitement » et le « titulaire du marché » est désigné « sous-traitant ».

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, les parties s'engagent à respecter le règlement 2016/679 du parlement européen et du conseil du 27 avril 2016 applicable en France à compter du 25 mai 2018 : Règlement européen sur la protection des données ci-après désigné « RGPD ».

- **Objet et description du traitement :**
  - Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du Responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objets du présent marché,
  - La nature des opérations réalisées sur les données à caractère personnel est limitée aux prestations objet du présent marché (diagnostic des événements signalés par le Responsable du traitement, des actions curatives correspondantes),
  - Les données à caractère personnel traitées sont les données des patients du Responsable du traitement ainsi que les données des employés du responsable du traitement ou de toutes personnes physiques intervenant pour les besoins des patients du Responsable de traitement.
- **Le sous-traitant s'engage à :**
  - Traiter les données à caractère personnel uniquement sur instructions du « responsable du traitement » et pour les finalités citées ci-dessus,
  - Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché, en s'interdisant toute communication à un tiers sans accord du responsable du traitement,
  - Faire intervenir des personnes soumises à une obligation légale et appropriée de confidentialité et ayant reçu une formation adaptée,
  - Mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque (pseudonymisation, chiffrement, etc.), et en informer le responsable du traitement,
  - Détruire ou renvoyer sans copie toutes les données personnelles soumises au traitement dès la fin du besoin de leur utilisation, et au plus tard dans les délais prévus par le règlement,

- Notifier sans délai les violations de données à caractère personnel au responsable du traitement,
- Apporter l'assistance au pouvoir adjudicateur pour l'instruction des demandes d'exercice du droit des personnes concernées : droit d'accès, rectification, effacement, opposition, etc.
- Tenir par écrit un registre recensant les traitements effectués, précisant les dates et heures, durées, et les personnes ayant procédé aux opérations,
- Solliciter l'autorisation du pouvoir adjudicateur avant de recruter un sous-traitant de second rang,
- Répondre des éventuelles fautes commises par le sous-traitant de second rang à l'égard du pouvoir adjudicateur,
- Mettre à la disposition du pouvoir adjudicateur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes les obligations imposées par le RGPD.

- Obligations du Pouvoir adjudicateur :

Le DPD (Délégué à la protection des données, ou DPO) du CHU de Poitiers et du GHT est M. Pierre TAVEAU – [dpd@chu-poitiers.fr](mailto:dpd@chu-poitiers.fr)

Le Responsable du traitement s'engage à :

- Fournir au sous-traitant les seules données à caractères personnel strictement nécessaires à l'exécution du présent marché,
- Mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir que le traitement est effectué conformément aux textes susvisés,
- Informer les personnes dont les données personnelles sont traitées à tout moment de leur collecte,
- Traiter les demandes d'accès, de modification, et le cas échéant de suppression, aux données formulées par les personnes concernées.

Le responsable du traitement pourra diligenter à tout moment un audit de vérification des mesures mises en œuvre par le sous-traitant.

## Article 19. Règlement des litiges

### 19.1. Règlement amiable

La recherche d'un règlement amiable entre les parties puis, en cas d'échec, par la saisine du CCIRA est un préalable **obligatoire** au recours contentieux.

Dès lors, les parties s'engagent dans un premier temps à rechercher une solution à leur litige par des échanges et rencontres. Pour ce faire, en cas de désaccord, le titulaire transmettra au pouvoir adjudicateur un mémoire en réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire devra être communiqué au pouvoir adjudicateur dans le délai de trente jours calendaires, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion. Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

En cas d'accord, les parties procéderont à la signature d'un protocole transactionnel formalisant leur accord définitif.

A défaut d'accord, elles s'engagent à saisir l'instance consultative suivante :

### **Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable des Différends ou Litiges relatifs aux Marchés publics de Bordeaux (CCIRA)**

Esplanade Rodesse  
103 bis, rue Belleville  
BP 952  
33063 BORDEAUX Cedex

Pour ce faire, la partie la plus diligente saisira le CCIRA de Bordeaux dans les conditions mentionnées ci-dessous :

*« Le demandeur doit produire un mémoire expliquant les motifs du différend, et le cas échéant, la nature et le montant des réclamations. Ce mémoire est accompagné des pièces contractuelles du marché, des courriers échangés et tout document relatif au différend.*

*L'envoi de ce dossier doit être adressé par courrier recommandé avec accusé réception ou déposé contre récépissé au secrétariat du comité compétent. Un envoi complémentaire dématérialisé peut être réalisé par courriel au secrétariat du comité. »*

A noter que la saisine du CCIRA, ainsi que leur instruction, est gratuite ; seuls sont à la charge du saisissant les frais d'envoi et de reprographie des pièces, ainsi que, le cas échéant, les frais d'avocat (dont le ministère n'est pas obligatoire).

Enfin, la saisine de ce Comité interrompt le cours des différentes prescriptions et suspend les délais de recours contentieux, jusqu'au jour suivant la notification au titulaire du marché de la décision expresse prise par le pouvoir adjudicateur sur l'avis rendu par le comité. Cependant, elle n'empêche ni de former un référé-expertise, ni d'introduire une requête au fond devant le juge administratif, et n'oblige pas celui-ci à surseoir à statuer jusqu'au rendu de l'avis.

Pour plus de renseignements, consultez le lien ci-dessous :  
<https://www.economie.gouv.fr/daj/reglement-amiable-des-litiges>

Le CCIRA émettra un avis facultatif.

En cas d'agrément de l'avis du CCIRA par les parties, celles-ci procéderont à la signature d'un protocole transactionnel basé sur les éléments contenus dans cet avis. Ce protocole formalisera l'accord définitif des parties, celles-ci renonceront en conséquence à toute action et tout recours ultérieur qu'il soit amiable ou contentieux, devant quelque instance que ce soit, pour tout point objet du dudit protocole et lié à l'objet du litige.

En cas de refus de l'avis du CCIRA par l'une ou l'autre des parties, celle-ci pourra déposer un recours contentieux.

## **19.2. Règlement contentieux**

En cas d'échec de règlement amiable, les parties octroient compétence au Tribunal Administratif de Poitiers.

### **Tribunal Administratif de Poitiers**

Hôtel Gilbert

15 rue Blossac – BP 541

86020 POITIERS Cedex

Téléphone : 05.49.60.79.19

Télécopie : 05.49.60.68.09

Cette instance pourra également délivrer les renseignements nécessaires relatifs aux voies et délais de recours.

## **Article 20. Résiliation**

En cas de résiliation, celle-ci interviendra en conformité avec les articles 27 à 32 du CCAG-MOE.

### **20.1. Résiliation de l'accord cadre**

En plus des cas prévus aux articles 30 et 31 du CCAG-MOE, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de mettre fin à l'accord cadre, par anticipation et sans indemnité, dans l'un des cas suivants :

- offres pour les marchés subséquents irrégulières ou au-dessus de l'évolution des prix du secteur concerné sans justifications spécifiques liées aux circonstances de la prestation,
- anomalies de prix ou de contenu réparties à tour de rôle entre les partenaires dans leurs offres.
- Si, suite à une éviction temporaire, le titulaire défaillant venait à ne pas répondre à une nouvelle consultation lancée par le pouvoir adjudicateur. Une décision de résiliation pour faute du titulaire pourrait alors être prise par le pouvoir adjudicateur.

De manière générale, la personne publique se réserve la possibilité de mettre fin à l'accord-cadre dans le cas où serait constatée une absence manifeste de concurrence.

Par dérogation à l'article 34 du CCAG-MOE, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter une prestation aux frais et risques du titulaire d'un marché subséquent en cas de défaillance de ce dernier, et ce sans avoir à prononcer la résiliation du marché subséquent et/ou de l'accord-cadre.

## **20.2. Résiliation des marchés subséquents**

En cas de résiliation, celle-ci interviendra en conformité avec les articles 27 à 34 du CCAG-MOE.

Par dérogation à l'article 34 du CCAG-MOE, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter une prestation aux frais et risques du titulaire du marché en cas de défaillance de ce dernier, et ce sans avoir à prononcer la résiliation du marché.

## **20.3. Résiliation du fait du maître de l'ouvrage**

Pour l'application de l'article 31 du CCAG MOE, les parties conviennent que pourra être considéré comme motif d'intérêt général justifiant la résiliation du marché si le maître d'ouvrage le décide, des raisons de financement ou de modification de programme ou de besoins, sans préjudice des autres dispositions du chapitre VII du CCAG MOE auxquelles il n'est pas dérogé.

Par dérogation à l'article 27 et 31 du CCAG MOE, l'indemnité de résiliation n'est pas due en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, quel qu'en soit le motif.

En cas de résiliation ou d'annulation du marché suite à un recours en contestation de validité contractuelle, le titulaire du marché ne pourra réclamer aucune indemnité.

## **20.4. Résiliation du marché aux torts du maître d'œuvre ou cas particuliers**

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG MOE, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter une prestation aux frais et risques du titulaire du marché en cas de défaillance de ce dernier, et ce sans avoir à prononcer la résiliation du marché.

Il est fait application de l'article 30 du CCAG MOE.

Par dérogation à l'article 29.1 du CCAG-MOE, le marché pourra être résilié dans le cas où le maître d'œuvre s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites du seuil de tolérance fixé à l'article 5.1.4 « Seuil de tolérance » du présent CCAP ou bien dans le cas d'appel à la concurrence infructueux, lorsque le titulaire ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel.

## **20.5. Recours en contestation de validité**

En cas de résiliation ou d'annulation d'un marché public suite à un recours en contestation de validité contractuelle, le titulaire du marché ne pourra réclamer aucune indemnité.



## **20.6. Conséquence de la résiliation**

Il pourra être fait application, dans les cas de résiliation visé à l'article 20.4 « Résiliation du marché aux torts du maître d'œuvre ou cas particuliers » du présent CCAP et à l'article 30 du CCAG-MOE, des dispositions de l'article 34 du CCAG-MOE.

Le Maître d'œuvre ou ses ayants droits s'obligent à remettre au Maître de l'Ouvrage tout document en sa possession nécessaire à la poursuite de la mission interrompue.

## **Article 21. Modification de l'accord-cadre clause de réexamen**

En application des articles L2194-1 et R2194-1 et suivants du code de la commande publique, des avenants pourront être conclus en cours d'accord cadre dans les cas suivants (liste non exhaustive) :

- Motif d'intérêt général n'apportant pas de modification substantielle au contrat initial
- Intégration de membres du GHT non prévus au présent marché y compris les futurs membres
- Transfert de contrat dans le cas d'opérations de restructurations de société, réorganisation administrative de nature purement interne du cocontractant du pouvoir adjudicateur, désignation d'un tiers pour la gestion commerciale etc sous réserve de maintien des conditions du contrat
- Variation de prix en cas de survenance d'évènements qui pourraient altérer en cours d'exécution l'équilibre financier du contrat (par exemple changement de normes)
- Changement de protocole dans les établissements de santé (pratiques ou mesures de sécurité)
- Précisions concernant des prestations complémentaires relevant de l'objet du contrat
- Prolongation de l'accord cadre ou des marchés subséquents dans des circonstances dûment justifiées
- Précisions suite à erreur matérielle
- Dans le cadre de l'article 3.5.1 du CCAG-MOE, en cas de substitution du mandataire du groupement, cette modification fait l'objet d'un avenant précisant la nouvelle répartition des prestations et de la rémunération afférente.
- Circonstances imprévues ou imprévisibles (difficultés matérielles rencontrées en cours d'exécution d'un marché)
- Prestations supplémentaires qui sont devenues nécessaires dans la mesure où ces prestations supplémentaires n'entraîneraient pas une augmentation de l'accord cadre supérieure à 50 % du montant initial et à la double condition qu'un changement de contractant :
  - serait impossible pour des raisons économiques ou techniques telles que l'obligation d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre de leur marché initial et ; -
  - présenterait un inconvénient majeur ou entraînerait une augmentation substantielle des coûts.

La liste des prestations figurant au CCTP n'est pas exhaustive et des prestations ne figurant pas sur cette liste pourront être rattachées à l'accord cadre, sous réserve qu'elles relèvent de l'objet du présent accord-cadre et de la catégorie de prestations attribuées au titulaire.

## **Article 22. Obligations du titulaire**

### **22.1. Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail**

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours

d'exécution de l'accord cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire remet à la personne publique une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet de l'accord cadre, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

Le titulaire de l'accord cadre produira tous les six mois jusqu'à la date d'échéance de l'accord cadre la déclaration relative à la lutte contre le travail dissimulé ainsi que les certificats sociaux et fiscaux en application de l'article L8222-2 du code du travail.

En application de l'article L 8222-6 du code du travail, et si le titulaire ne respecte pas les formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 de ce code ; le CHU pourra rompre l'accord-cadre, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

L'application de ces sanctions sera conditionnée par le respect du processus imposé par l'article L 8222-6 du code du travail.

## **22.2. Modification des données administratives**

Le titulaire de l'accord cadre doit informer le CHU de Poitiers – Direction des Achats– Unité contrôle marchés – 2, rue de la Milétrie – CS 90577 – 86021 POITIERS cedex, de tout changement concernant :

- sa raison sociale (nouveau nom ou statut de l'entreprise) : un extrait Kbis du registre du commerce et l'extrait des Annonces Légales Juridiques traduisant ce changement devront être alors adressés,
- son compte de règlement : le titulaire adressera un courrier précisant qu'il veut être payé à un nouveau compte que celui indiqué sur l'accord cadre en joignant un relevé.
- Le destinataire du paiement : le titulaire adressera un courrier explicatif de ce changement avec un relevé de compte de paiement du nouveau destinataire.

Ces changements doivent être signalés impérativement au CHU de Poitiers avant toutes nouvelles facturations. Le paiement des factures sera suspendu tant que le CHU de Poitiers ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la signature d'un avenant éventuel.

## **22.3. Protection contre l'amiante**

Afin de protéger les personnels du titulaire lors des interventions techniques au sein du CHU de Poitiers et en raison de la présence éventuelles d'amiante dans les bâtiments construits avant 1997, les documents suivants devront être fournis au coordonnateur environnement du CHU (M. Blanchier, [l.blanchier@chu-poitiers.fr](mailto:l.blanchier@chu-poitiers.fr) , tel : 05 49 44 47 15) dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'accord cadre:

- la liste des personnels habilités à intervenir sur le site du CHU et leurs attestations de compétence,
- L'organigramme de votre société concernant l'amiante, le responsable technique, le ou les responsables d'intervention et les opérateurs concernés,
- Vos procédures d'intervention concernant les matériaux amiantés,
- Les moyens prévus par votre société pour protéger votre personnel sur les risques d'exploitations éventuels.

Un Dossier Technique Amiante (DTA) est consultable auprès du coordonnateur environnement du CHU de Poitiers avant toute intervention sur le site. En cas de doute sur la présence d'amiante dans un ou plusieurs matériaux concernés par vos interventions ou pouvant impacter d'autres personnes que vos personnels, il pourra être effectué, sur votre demande, un diagnostic de ceux-ci, en sollicitant la personne mentionnée ci-dessus.

## 22.3 Clause de discrétion

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer, ni à utiliser, à d'autres fins que l'exécution du présent marché, les informations qu'il est amené à connaître, directement ou indirectement, du fait de l'exécution du marché.

De même, le titulaire s'engage pour lui ou pour toute autre personne agissant pour son compte à tenir confidentielle toute autre communication ou renseignements, documents, objets quelconques, que celle expressément prévue au présent marché et ne faire, dans les mêmes conditions, aucune communication sur les missions qui lui sont confiées.

La personne publique sera fondée à résilier de plein droit le présent marché sans indemnités, en cas de manquement du titulaire ou de l'un de ses cocontractants à l'obligation de discrétion.

### Article 23. Dérogations aux documents généraux

Dérogation à l'article suivant du CCAG -MOE	Par l'article suivant du CCAP
4.1	2
11.7	12.2
11.8	12.3
11.5	13.1
16.2 – 16.2.3 - 16	16.1
9.1.3	18.1
34	20.1 - 20.2
27 - 31	20.3
34.1 – 29.1	20.4

Les dispositions du CCAG de maîtrise d'œuvre sont applicables au présent accord-cadre:

- dans la mesure où elles ne sont pas contradictoires avec le présent CCAP
- pour toutes les clauses non précisées dans le présent document.

Fait à Poitiers, le 11/04/2025,

Frédéric MARCHAL

Directeur Construction, Patrimoine  
Et Transition Ecologique